

Agence de Toulouse

LE ZODIAQUE

1 Passage de l'Europe - ZAC du Canal

31400 TOULOUSE

Tel 05 61 73 25 56

toulouse@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.9.0

Mission(s)

F, GTB, LE, LP (L*+P1), PV, SEI (*)

Nos références

310C2523 (310-C-2025-0043)

Date

26/05/2025

FOIX CPAM-REMPLACEMENT 4 CENTRALES TRAITEMENT AIR

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°1 DCE



Envoi	CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE - PUJOL Maître d'ouvrage Valérie - TUHA Camille	valerie.pujol@assurance-maladie.fr / CAMILLE.TUHA@assurance-maladie.fr
Copie	OTCE Midi-Pyrénées - DONES Olivier BET Fluides	odones@otce.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Stéphan ASSIÉ - Le vérificateur des installations électriques, Nicolas DURAND

Le chargé d'affaire,
Stéphan ASSIÉ

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement.....	12
VIII.3 - Solidité des existants.....	14
VIII.4 - Fonctionnement des installations	16
VIII.5 - Gestion technique du bâtiment.....	21
VIII.6 - Classement et référentiel.....	23
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	25
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	28

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Dossier DCE

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°310-C-2025-0043 et qui sont détaillées ci après :

- F - Mission de fonctionnement des installations
- GTB - Mission relative à la gestion technique du bâtiment
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- PV - Mission relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Stéphan ASSIÉ

Le vérificateur des installations électriques, Nicolas DURAND

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE
1 AVENUE DE SIBIAN
09000 FOIX

BET Fluides

OTCE Midi-Pyrénées
95 rue des amidonniers
31069 TOULOUSE Cedex

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Remplacement de quatre centrales de traitement d'air (CTA Hall - CTA salle du conseil - CTA Bureaux - CTA salle archive) sur le bâtiment de la CPAM à Foix.

Adresse de l'opération :

1 AVENUE DE SIBIAN, 09000 FOIX France

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Descriptifs - Date : 04/2025 - Réception : 23/05/2025

DCE CCTP Remplacement Centrales de traitement d'air

- Plans fluides - Date : 04/2025 - Réception : 23/05/2025

Plan n°211 : Schéma de principe hydraulique État des Lieux et Projet, Plan n°206 : Plan des réseaux de ventilation Projetés Rez-de-jardin, Plan n°207 : Plan des réseaux de ventilation Projetés Rez-de-Chaussée, Plan n°208 : Plan des réseaux de ventilation Projetés R+1, Plan n°209 : Plan des réseaux de ventilation Projetés R+2, Plan n°210 : Plan du local technique CTA Projetés Toiture R+3, Plan n°201 : Plan des réseaux de ventilation existants Rez-de-jardin, Plan n°202 : Plan des réseaux de ventilation existants Rez-de-Chaussée, Plan n°203 : Plan des réseaux de ventilation existants R+1, Plan n°204 : Plan des réseaux de ventilation existants R+2, Plan n°205 : Plan du local technique CTA existant Toiture R+3

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Lot 01 - Chauffage - VMC

- Aucun détail des ouvrages prévus pour le déplacement de réseaux de ventilation (prise d'air et/ou rejet en particulier) n'est donné dans le dossier DCE examiné : les ouvrages existants devront être compatibles avec les travaux envisagés et leur solidité non remise en cause par ces derniers (sciages béton ?).
- * L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
- Le bilan de puissance des installations électriques devra nous être communiqué pour avis.
- En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous communiquer les notes de calcul, bilans thermiques, les plans et tous les documents concernant le dimensionnement et la justification des solutions et des matériels choisis pour les installations et les réseaux suivants :
 - Système de ventilation,
 - Système de chauffage/climatisation (production et distribution).
- Les mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction seront à effectuer par l'entreprise avant réception et les résultats devront nous être communiqués.
- Dispositions techniques prises pour la gestion et régulation des quatre CTA remplacées à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise utilitaire du lot.
- * Préciser au §10 PSE n°1 le degré CF de l'habillage coupe-feu prévu à la traversée de la chaufferie (PV de résistance au feu à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
- * Installation électrique: en l'absence de détails sur la mise en œuvre et de plan de cheminements nos avis sont reportés à la phase d'exécution.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide
- Mission fonctionnement : note de calcul de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau, des dispositifs de production et d'alimentation en eau chaude, des réseaux bouclés, des réseaux d'assainissement, des réseaux de ventilation
- Mission fonctionnement : Résultats des mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction
- Mission fonctionnement : résultats des essais des installations de chauffage et climatisation avant mise en service

ESSAIS COPREC

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier

Chauffage / climatisation / ventilation

- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Récolement des essais de fonctionnement
- Solidité des existants
- Fonctionnement des installations
- Gestion technique du bâtiment
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES	SO	
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE	SO	
	TERRASSEMENTS	SO	
	SOUTENEMENTS DEFINITIFS	SO	
	VOIRIES	SO	
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	SO	
	AMELIORATION-RENFORCEMENT DE SOL	SO	
	DALLAGES	SO	
	FONDATIONS	SO	
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES	SO	
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	SO	
	PONTS ET PASSERELLES	SO	
	CONSTRUCTION EN BOIS	SO	
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE	SO	
	INTERFACES STRUCTURALES	SO	
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	SO	
	FACADES ET PIGNONS	SO	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	OUVRAGES EN TERRE CRUE	SO	
	OUVRAGES EN PAILLE	SO	
	OUVRAGES PORTEURS EN PAILLE	SO	
	OUVRAGES EN BETON DE CHANVRE	SO	
	GARDE-CORPS	SO	
	MENUISERIES INTERIEURES	SO	
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES	SO	
	REVETEMENTS	SO	
	PARTITIONS	SO	
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE		
	Ventilations naturelles	SO	
	Passage des canalisations	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Installations sanitaires		
	Distribution en eau	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Appareils sanitaires	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Evacuations	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Installations de chauffage	SO	
	Conduit de fumée	SO	
	Autres équipements		
	Ascenseur	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Portes et portail	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>RECOLEMENT DES ESSAIS de FONCTIONNEMENT</p> <p>Prescriptions dans les descriptifs concernant l'établissement d'attestation d'auto contrôle des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chauffage ; - ventilation ; - plomberie ; - électricité ; - fermetures - protections ; - portiers électroniques <p>Cas particulier des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ascenseurs ; - escaliers mécaniques. <p>Cas particulier des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fluides spéciaux ; - fluides médicaux. 	<p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p>Les résultats des essais de fonctionnement des installations de ventilation remplacées pourront être établis sur les documents types des entreprises ou sur les « attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC » : prévu au CCTP §8.</p> <p>A nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot.</p>

VIII.3 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants	SO	
	Analyse critique de l'étude géotechnique	SO	
	Ouvrages de structure	AS	Aucun détail des ouvrages prévus pour le déplacement de réseaux de ventilation (prise d'air et/ou rejet en particulier) n'est donné dans le dossier DCE examiné : les ouvrages existants devront être compatibles avec les travaux envisagés et leur solidité non remise en cause par ces derniers (sciages béton ?).
	Façades	SO	
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	SO	

VIII.4 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	GENERALITES Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.	SO	
2.1 - Art 70	RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU	HM	- Dispositions existantes inchangées suite aux travaux. - Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau
Titre I - 10.2	RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES	HM	- Dispositions existantes inchangées suite aux travaux. - Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux
	ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES	HM	Dispositions existantes inchangées suite aux travaux.
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F.
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	SO	
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	SO	
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	SO	
NF C15-100 Art 330.1.2	Surintensités d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surintensités transitoires...	SO	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	SO	
	Bilan de puissance	AS	Le bilan de puissance des installations électriques devra nous être communiqué pour avis.
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.	SO	(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.
R1321-58 - Ar23-06-78 art36	DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE	HM	- Dispositions existantes inchangées suite aux travaux. - Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Code de la santé publique / NF DTU 60.11 / arrêté du 23/06/78 Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DTU60.1 P112DT U60.1P1 12	EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	- Dispositions existantes inchangées suite aux travaux. - Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.1P112 et NF DTU 60.11P2
DTU60.1 1P3-5.2 - DTU60.1 P112	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	- Dispositions existantes inchangées suite aux travaux. - Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112
	VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION	AS	En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous communiquer les notes de calcul, bilans thermiques, les plans et tous les documents concernant le dimensionnement et la justification des solutions et des matériels choisis pour les installations et les réseaux suivants : - Système de ventilation, - Système de chauffage/climatisation (production et distribution).
	Généralités	PM	- Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale. - Les débits et volumes ci après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. Pour ces personnes les débits sont décrits en code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
Art 63.1	Dispositions de caractère général Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.		
Art 63.2	Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique		
	Ventilation mécanique		
Art 64.1	Locaux à pollution non spécifique Le débit d'air neuf minimal est conforme à la destination des locaux. Dans les locaux où il est interdit de fumer, la teneur maximale en dioxyde de carbone est 1‰ (tolérance de 1,3 ‰) Lors de l'inoccupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée si celle-ci est remise en marche avant occupation des locaux et maintenue un temps suffisant après L'air neuf entrant dans ces locaux ne transite pas par d'autres locaux L'air neuf peut être mélangé à l'air recyclé sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf. Le recyclage par groupe de locaux est possible s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et si l'air est filtré.		
Art 65	Prescription relatives aux installations et à leur fonctionnement Introduction de l'air mécanique : Pour l'air neuf, présence d'un filtre d'un rendement de 90% au test gravimétrique Pour l'air recyclé, présence d'un filtre d'un rendement de 95% au test gravimétrique		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence</p> <p>Tous les dispositifs de traitement de l'air autres que ceux destinés à la filtration doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente et d'un avis du conseil supérieur d'hygiène public de France</p> <p>Le circuit d'amené d'air doit être nettoyé avant la première mise en service.</p> <p>Mesure des débits de ventilation</p> <p>VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS</p>	<p>HM</p> <p>AS</p>	<p>En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous communiquer les notes de calcul, bilans thermiques, les plans et tous les documents concernant le dimensionnement et la justification des solutions et des matériels choisis pour les installations et les réseaux suivants :</p> <p>- Système de ventilation,</p> <p>- Système de chauffage/climatisation (production et distribution).</p>
R4212-1	Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17	PM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
R4222-6	<p>Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique :</p> <p>Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m3/h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m3/h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m3/h -Autres ateliers et locaux 60m3/h</p>		
R4222-7	Occupation épisodique : Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.		
R4222-8	<p>Traitement de l'air</p> <p>L'air recyclé envoyé dans les locaux à pollution non spécifique doit être filtré.</p> <p>L'air recyclé ne peut pas être pris en compte dans le calcul du débit minimal d'air neuf (tableau de l'article R4222-6).</p> <p>En cas de panne du système d'épuration ou de filtration, le recyclage est arrêté.</p>		
R4222-9	<p>Il est interdit d'envoyer après recyclage, dans un local à pollution non spécifique, l'air pollué d'un local à pollution spécifique</p> <p>Mesure des débits de ventilation</p>	PM	Les mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction seront à effectuer par l'entreprise avant réception et les résultats devront nous être communiqués.
RSD Art 1 - DTU 68.3 P113-8.3	<p>AERATION DES LOGEMENTS</p> <p>SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION</p>	<p>SO</p> <p>AS</p>	<p>Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3</p> <p>En phase exécution, l'entreprise titulaire du lot devra nous communiquer les notes de calcul, bilans thermiques, les plans et tous les documents concernant le dimensionnement et la justification des solutions et des matériels choisis pour les installations et les réseaux suivants :</p> <p>- Système de ventilation,</p> <p>- Système de chauffage/climatisation (production et distribution).</p>
R241-26 à 29	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux du code de l'énergie	PM	<p>- Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC.</p> <p>- Le projet doit prendre en compte les exigences de température des locaux du code de l'énergie</p>
R4213-7 à R4213-9	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux de travail.		Le projet doit prendre en compte les exigences du code du travail en ce qui concerne la température des locaux de travail

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Dimensionnement des installations de chauffage et climatisation		La constitution d'une note de calcul justifiant le dimensionnement des installations de chauffage et climatisation doit être prévue au marché. Ce document est à communiquer. Il doit prendre en compte les calculs de déperditions réalisés conformément à la norme NF EN 12831 et à son complément national NFP52-612/CN
	Essais à la mise en service	AF	les essais à la mise en service des installations de chauffage et climatisation prévus au CCTP §8. Les comptes rendus d'essai devront être communiqués.

VIII.5 - Gestion technique du bâtiment

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que BUREAU ALPES CONTROLES SA. a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître de l'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise à BUREAU ALPES CONTROLES SA. ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que les équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

Les avis émis par BUREAU ALPES CONTROLES SA. pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité du système de GTB à satisfaire aux prescriptions imposées par le maître de l'ouvrage aux entreprises, la conformité à ces prescriptions ne pouvant être constatée que par la réalisation de mesures en fin de travaux.

Il appartient au maître de l'ouvrage de communiquer à BUREAU ALPES CONTROLES SA. les résultats des mesures et essais effectués par les entreprises afin que celui-ci s'assure que les résultats sont satisfaisants au regard des performances définies dans le cahier des charges des entreprises.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>-1 Généralités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse fonctionnelle - Définition des critères et des niveaux de qualité du système de GTB par le maître d'ouvrage - Essais prévus dans les pièces écrites des marchés des entreprises <p>-2 Dispositions techniques</p> <ul style="list-style-type: none"> -Capteurs et actionneurs -Liaisons par câbles -Unités locales, centrales et périphériques -Liaison vers le réseau public 	<p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Analyse fonctionnelle de l'installation de régulation des CTA remplacées est fournie au §7.2 du CCTP.</p> <p>En l'absence de cahier des charges, les critères et niveaux de qualité définis en pièces écrites du marché des entreprises sont réputés satisfaire aux exigences de la maîtrise d'ouvrage.</p> <p>Les attestations d'essai seront à communiquer en phase réception.</p> <p>Dispositions techniques prises pour la gestion et régulation des quatre CTA remplacées à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise utilitaire du lot.</p>

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

PV de commission de sécurité non fourni.

Autres prescriptions particulières :

PV de commission de sécurité non fourni.

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	voir liste des documents demandés au §VI.
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
GN 14	Matériels du SSI	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
GN 14	Matériels électriques	PM	voir liste des documents demandés au §VI.
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	HM	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	ERP 5ème catégorie type W. Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 2	Etablissements assujettis	AF	
PE 3	Calcul de l'effectif	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 4	Vérifications techniques	PM	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		
PE 5	Structures	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 7	Accès des secours	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 8	Enfouissement	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers	AS	Préciser au §10 PSE n°1 le degré CF de l'habillage coupe-feu prévu à la traversée de la chaufferie (PV de résistance au feu à nous transmettre en phase exécution par l'entreprise titulaire du lot).
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers		
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux		
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux		
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures		
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)		
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)		
PE 11	Dégagements	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 12	Conduits et gaines		
PE 13 §1 - AM 20	Section II - Aménagements Intérieurs	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	PM	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	réseaux de distribution aéraulique seront réalisés en tôle d'acier galvanisé, classé M0 - A2,s1,d0
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
		HM	Installation d'éclairage existante et non concernée par les travaux.
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 26 - PE27§6	Section VIII - Moyens de Secours	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
NF P01-012 - 1988 - NF E85-015	Implantation et caractéristiques des garde-corps	SO	
Chapitre 4 - PPRN	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité	SO	
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
R4214-5 - R4214-8	Section I Caractéristiques des bâtiments	SO	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	SO	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AS	L'installation électrique devra être justifiée par une note de calcul faisant référence à la marque ELIE BT.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	Un arrêt d'urgence ventilation est prévu
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AS	Installation électrique: en l'absence de détails sur la mise en œuvre et de plan de cheminements nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	Mise à jour des schémas exigée dans le CCTP.
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AS	Installation électrique: en l'absence de détails sur la mise en œuvre et de plan de cheminements nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AS	Installation électrique: en l'absence de détails sur la mise en œuvre et de plan de cheminements nos avis sont reportés à la phase d'exécution.
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	HM	Si existant, non modifié dans le cadre des travaux.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	HM	Disposition existante non modifiée dans le cadre des travaux.
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
R4216-1 - R4216-4	Section 1 Dispositions générales	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-5 - R4216-12	Section 2 Dégagements	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	Bâtiment concerné dont le plancher bas du dernier niveau est à une hauteur inférieure à 8 m par rapport à l'accès des services de secours (7,62 m d'après plans d'exécution de façades de 1999 fournis par le Maître d'Ouvrage).
R4216-30 - R4227-41	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
R4216-31	Section 8 – Prévention des explosions Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
R4216-32	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
Art. 1 - Art. 9	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	Bâtiment concerné dont le plancher bas du dernier niveau est à une hauteur inférieure à 8 m par rapport à l'accès des services de secours (7,62 m d'après plans d'exécution de façades de 1999 fournis par le Maître d'Ouvrage).
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 01/072004	Installations de Stockage Produits petroliers	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 30/07/1979	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Arrêté du 23/02/2018	Installations de Gaz	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013	SO	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	HM	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL	HM	Dispositions existantes non modifiées dans le cadre des travaux.